



31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

Régularisation des postiers et de tous les sans-papiers !

Rassemblement Jeudi 3 novembre -13h Place Saint Augustin

Métro Saint-Augustin, ligne 9

Les travailleurs sans-papiers de la plateforme de DPD (filiale de La Poste) du Coudray-Montceaux, de l'agence Chronopost d'Alfortville et de l'agence d'Intérim RSI de Gennevilliers sont en grève depuis l'automne 2021. **La principale revendication dans ce conflit du travail est la régularisation des travailleurs en lutte des 3 piquets dans le cadre d'une négociation collective.**

M. Darmanin, ministre de l'intérieur, a reçu le 29 septembre une délégation concernant uniquement la situation du piquet de RSI à Gennevilliers, suite à l'interpellation de Mme Faucillon, députée des Hauts-de-Seine.

Depuis, la préfecture des Hauts-de-Seine a convoqué 83 des occupants qui ont reçu des récépissés avec autorisation de travail avec la mention « *a demandé un premier titre de séjour portant la mention travailleur temporaire* ». C'est une première étape importante pour les camarades en grève depuis bientôt un an ! Cette avancée sur RSI est un premier résultat de la mobilisation unitaire et du soutien réciproque des 3 piquets depuis le début de cette lutte commune. Il reste plusieurs personnes, occupants du piquet depuis le début, qui n'ont toujours pas de perspective de régularisation. Quant à la demande portée sur le récépissé, elle ne correspond bien sûr pas à notre revendication qui est celle d'un titre pérenne.

Cependant, aucune réponse n'a été donnée concernant les piquets des postiers sans-papiers de DPD et Chronopost, aucune réponse alors même que l'Etat est un actionnaire stratégique du donneur d'ordre qu'est La Poste.

La Poste, patron de combat contre les sans-papiers !

Les Postiers sans-papiers se heurtent à un **refus total de La Poste de reconnaître ses responsabilités d'employeur** dans le système de sous-traitance en cascade mis en place dans ses filiales colis et logistique : chantiers et traitement des colis sous-traités par exemple à Derichebourg, qui lui-même sous-traite à des boîtes d'intérim, dont la sienne propre (Derichebourg Intérim) !

Plus on descend dans la chaîne de sous-traitance, plus le tableau se noircit. Philippe Wahl, le PDG de La Poste, ne s'en cache pas. Il déclarait ainsi, en février 2021 devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale : « **La cohabitation dans une structure de salariés du groupe et de sous-traitants est une façon de tenir la concurrence. Tel est le cas de Chronopost ou DPD. Si les conditions sociales des facteurs étaient transposées sur tous les salariés de Chronopost, cette société disparaîtrait.** ».

Au bout de cette chaîne, **il y a l'exploitation sans vergogne de travailleurs sans-papiers**, obligés de bosser avec des horaires de dingues, incompatibles avec l'usage des transports en commun, dont les heures supplémentaires (voire même une partie des heures tout court) ne sont pas payées, et dont les missions sont interrompues dès qu'ils réclament leurs droits.

Les travailleurs en lutte et leurs soutiens ont multiplié les mobilisations devant les sièges des directions de La Poste et de ses filiales, pour exiger que ces patrons sans vergogne assument leurs responsabilités de donneurs d'ordre !

Le comble du cynisme, c'est que La Poste prétend s'en sortir en ayant rompu ses contrats avec Derichebourg, remplacé depuis juillet par d'autres sous-traitants dans les 2 agences en lutte (DPD Coudray-Montceau et Chronopost Alfortville). De ce fait, elle croit se laver les mains du sort des travailleurs sans-papiers laissés sur le carreau par cette manœuvre peu glorieuse.

A ce jour, ces patrons de la Poste campent dans le déni et le mépris, refusant totalement de reconnaître l'exploitation massive des travailleurs sans titre dans les filiales colis !

Le gouvernement doit régulariser !

Les préfetures concernées, à Evry ou à Créteil, soit ne reçoivent pas les travailleurs en lutte, soit manœuvrent et protègent les employeurs.

La responsabilité du gouvernement, en particulier en ce qui concerne la Poste et ses filiales, est totalement engagée !

Comme actionnaire de référence de cette entreprise dont il contrôle le capital aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), l'Etat n'ignore rien du système d'exploitation mis en place depuis des années !

C'est pourquoi nous nous adressons à nouveau directement lors de ce rassemblement au ministère de l'intérieur, auquel nous avons adressé une nouvelle demande d'audience pour la régularisation de l'ensemble des occupants des piquets de travailleurs sans-papiers en grève !

Régularisation de tous les sans-papiers !



Contribuez financièrement à la lutte :

- Piquet DPD le Coudray-Montceaux <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>
- Piquet Chronopost Alfortville <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>
- Piquet RSI Gennevilliers <https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>